



CRISE DE LIQUIDITE EN GUINEE, LE BL FAIT LE DIAGNOSTIC

Équipe économique du Bloc Liberal

Conakry, le 28 août 2025

Une crise de liquidité en Guinée révélatrice d'un Etat en naufrage politique, moral et institutionnel sous le CNRD

Introduction

Malgré une croissance économique affichée à 5,7 % en 2024 et un taux d'endettement autour de 40 % du PIB, la Guinée est aujourd'hui plongée dans une crise de liquidité sans précédent. Les banques sont à sec, les guichets vides, les PME étranglées, et les citoyens désabusés. Ce paradoxe économique, où les indicateurs macroéconomiques semblent stables mais la réalité sociale étouffante, révèle une vérité plus profonde : **le pays est victime d'une gouvernance chaotique, d'une gestion budgétaire erratique et d'une absence totale de vision stratégique.**

Depuis le coup d'État du 5 septembre 2021, le Comité National du Rassemblement pour le Développement (CNRD) a plongé la Guinée dans une spirale de **corruption, de répression et de déchéance morale**. Les scandales financiers se sont multipliés : plus de **700 milliards GNF détournés à la Douane, 82 millions de dollars évaporés par un réseau de transitaires, et 21 milliards de GNF dépensés pour la location d'un seul bâtiment.**

La Cour de Répression des Infractions Économiques et Financières (CRIEF), censée incarner la lutte contre la corruption, est elle-même minée par des accusations de partialité et d'instrumentalisation politique. Des cadres nommés par le CNRD, pourtant assermentés sur des livres saints, se retrouvent aujourd'hui en détention pour les mêmes crimes qu'ils étaient censés combattre.

Mais au-delà des chiffres, c'est le socle moral, religieux et démocratique de la nation qui s'effondre. Les valeurs républicaines sont piétinées. La démocratie, elle, est réduite à un simulacre. Les manifestations sont interdites, les médias indépendants muselés, les opposants arrêtés ou menacés ou portés disparus, et la Constitution promise pour clore la transition est une trahison du peuple.

Le CNRD, qui avait juré de ne pas se présenter aux élections, désormais a pour candidat le président DOUMBOUYA, en violation flagrante de l'article 46 de cette charte.

Ce climat de mensonge institutionnalisé, de violence étatique et de perversion des valeurs a engendré une perte de repères chez les citoyens. La corruption est devenue une norme, la foi un outil de contrôle social, et la politique un théâtre d'illusions. La Guinée ne souffre pas d'un manque de ressources, mais d'un manque de leadership, de morale et de vision.

La crise actuelle de liquidité n'est que le symptôme d'un mal plus profond : la faillite morale et politique d'un régime militaire incapable de construire un avenir pour la nation. Tant que cette gouvernance autoritaire et prédatrice perdurera, aucune relance économique, aucune paix sociale, et aucun progrès démocratique ne sera possible.

La crise de liquidité s'explique donc par plusieurs facteurs structurels et conjoncturels :

1. Une mobilisation fiscale en panne : l'État sans levier économique

La Guinée est prisonnière d'un modèle économique extractive, où le secteur minier, bien qu'il représente plus de **90 % des exportations**, ne contribue que marginalement aux recettes fiscales nationales. Les multinationales opérant dans le secteur bénéficient de conventions fiscales avantageuses, souvent négociées dans l'opacité, et échappent à une taxation efficace. Par exemple, de nombreuses **Sociétés Minières**, versent des montants dérisoires à l'État comparés à leurs profits annuels estimés à plusieurs centaines de millions de dollars.

- **Une assiette fiscale étroite et inefficace**

Le taux de pression fiscale en Guinée reste inférieur à **13 % du PIB**, bien en dessous du seuil de **15 % recommandé par la CEDEAO** pour soutenir une croissance inclusive. Cette faiblesse s'explique par :

- **Une économie informelle dominante**, représentant plus de **60 % de l'activité économique**, échappant largement à l'impôt.
- **Une fraude fiscale massive**, facilitée par la corruption dans les régies financières.
- **Une administration fiscale sous-équipée**, où les agents manquent de formation, de moyens technologiques et d'indépendance et, en plus, ils sont placés sous tutelle de la France qui contrôle tout actuellement avec cette fameuse **application eTax**.

- **Des régies financières en crise**

Les deux principales régies : la **Direction Générale des Impôts (DGI)** et la **Direction Générale des Douanes (DGD)** sont minées par des scandales de détournement et de mauvaise gestion.

En 2023, un audit interne a révélé que **plus de 700 milliards GNF** avaient été détournés à la Douane, impliquant des hauts cadres nommés par le CNRD. Ces pertes colossales privent l'État de ressources vitales pour financer les services publics, les infrastructures et les programmes sociaux.

- **Conséquences sur les marges budgétaires**

Cette incapacité à mobiliser les ressources internes a des conséquences directes sur la capacité de l'État à investir :

- **Plus de 64 % du budget national** est consacré aux dépenses de fonctionnement, notamment à une masse salariale hypertrophiée.
- **Moins de 15 % du budget** est alloué aux investissements productifs, freinant la croissance et la création d'emplois.
- L'État est contraint de recourir à des **emprunts à court terme**, aggravant les tensions de trésorerie et la dépendance aux bailleurs extérieurs.

En résumé, la mobilisation fiscale en Guinée est non seulement insuffisante, mais aussi symptomatique d'un État affaibli, incapable de capter la richesse produite sur son territoire. Tant que les régies financières resteront sous contrôle politique, gangrenées par la corruption et privées de réformes structurelles, **la Guinée restera dépendante de l'extérieur et vulnérable aux crises de liquidité.**

2. Gouvernance opaque et fuite des capitaux : une économie paralysée par la prédation

La crise de liquidité en Guinée ne peut être dissociée de la **corruption systémique** qui gangrène l'appareil d'État. Les

détournements massifs de fonds publics, les circuits financiers parallèles et l'opacité des institutions ont non seulement vidé les caisses de l'État, mais aussi **asphyxié le système bancaire**, détruit la confiance des citoyens et découragé les investisseurs.

- **Scandales financiers à répétition**

Parmi les cas les plus emblématiques figure le **détournement de plus de 700 milliards de GNF** (environ 76,7 millions d'euros) à la Direction Générale des Douanes. Ce scandale, révélé en décembre 2024, implique **11 hauts responsables**, poursuivis pour corruption, faux, enrichissement illicite et blanchiment de capitaux.

Autre affaire retentissante : la **disparition de 4 tonnes d'or** des coffres de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG), révélée par un audit du cabinet KPMG. L'or, censé servir de garantie souveraine, est aujourd'hui au cœur d'un litige entre la BCRG et son partenaire EMR, qui refuse de le restituer, invoquant des créances impayées.

- **Un circuit parallèle du dollar hors contrôle**

La junte du CNRD a mis en place un **système informel d'exportation d'or artisanal vers Dubaï**, contournant les circuits officiels. L'or brut est collecté par des sociétés proches du pouvoir, raffiné à l'étranger (avec une perte de poids estimée à 50 %), puis revendu en dollars. Ces devises ne passent ni par les banques commerciales ni par les canaux du FMI, mais **reviennent en Guinée dans des valises**, distribuées comme pots-de-vin aux militaires, aux artistes, aux influenceurs et aux courtisans politiques, aux imams et aux pasteurs qui se soucient moins de Dieu que de leurs poches et cautionnent des tueries et des assassinats.

Par peur de traçabilité, les bénéficiaires évitent les dépôts bancaires. L'argent est stocké dans des cachettes, investi dans des terrains ou des biens immobiliers en devises. **Résultat : l'argent existe, mais ne circule plus.** Le système bancaire est paralysé, les retraits sont limités, et les citoyens n'ont plus confiance dans les institutions financières.

- **Manipulation des réserves et perte de confiance**

La Banque Centrale a aggravé la situation en utilisant **5 000 milliards de GNF** des réserves obligatoires des banques primaires, sans décision judiciaire ni mandat légal. Ce geste, perçu comme une violation grave des règles prudentielles, a provoqué une onde de choc dans le secteur bancaire

- **Les déposants s'interrogent : mon argent est-il encore en sécurité ?**

Même les acteurs du régime évitent désormais d'alimenter leurs comptes, de peur de subir le sort des anciens cadres du régime Alpha Condé, dont les comptes ont été gelés au lendemain de la prise du pouvoir par le CNRD. Cette méfiance généralisée alimente l'économie souterraine et **détériore le lien de confiance fondamental entre le peuple et son système financier.**

En somme, la gouvernance du CNRD repose sur un **système de prédation organisé**, où les institutions sont instrumentalisées, les ressources pillées, et la monnaie manipulée. La crise de liquidité n'est pas un accident : **elle est le miroir d'un pouvoir qui a sacrifié la rigueur financière sur l'autel de la survie politique et de la reconnaissance d'une certaine légitimité du CNRD.**

3. Une masse salariale hypertrophiée et clientéliste : l'État au service de la loyauté, non de la compétence

Depuis l'arrivée au pouvoir du CNRD en septembre 2021, la fonction publique guinéenne a connu une **inflation spectaculaire des postes**, marquée par des **nominations massives et fantaisistes**, souvent motivées par des considérations politiques, ethniques ou personnelles. Cette dynamique clientéliste a engendré une **explosion de la masse salariale**, au détriment des investissements productifs et des services publics essentiels. Le dernier scandale de la fonction publique est l'octroi de 100 postes à la volée à la primature lors de la visite inopinée du président de la République. Et selon les chiffres qui circulent, de 100 postes, on est à plus de 500 dossiers des proches du PM et de ses conseillers soumis à la fonction publique avec effet immédiats. Ce sont des emplois fictifs.

- **Des nominations sur la base de faux diplômes**

Un rapport accablant de l'Inspection Générale d'État (IGE), publié en juin 2023, a révélé que sur **960 diplômes examinés, 346 étaient des faux**, soit **36 % de documents non conformes**. Ces faux diplômes ont permis à des individus sans qualification réelle d'accéder à des postes stratégiques dans l'administration publique, compromettant la qualité de la gouvernance et la crédibilité des institutions.

Malgré la gravité des faits, **aucune mesure disciplinaire significative** n'a été prise contre les bénéficiaires de ces fraudes, souvent protégés par leur proximité avec les cercles du pouvoir. Cette impunité alimente un système où **la loyauté politique prime sur la compétence**, et où **l'État devient un outil de récompense plutôt qu'un instrument de service public**.

- **Un budget étouffé par les dépenses de fonctionnement**

La Loi de Finances Initiale 2025 consacre **plus de 64 % de ses ressources au fonctionnement de l'État**, principalement à la rémunération des agents publics. Cette proportion est largement supérieure aux standards recommandés pour les pays en développement, où **l'investissement devrait représenter au moins 30 % du budget**.

En comparaison, **moins de 15 % du budget guinéen est alloué aux investissements productifs**, freinant la croissance économique, la création d'emplois et le développement des infrastructures. Cette situation est d'autant plus préoccupante que **le budget 2025 s'élève à 43 469 milliards de GNF**, soit une augmentation de 12,46 % par rapport à 2024, sans amélioration notable de l'efficacité administrative.

- Fonctionnaires fictifs et absentéisme massif

Un recensement biométrique réalisé en 2022 a permis d'identifier **11 000 fonctionnaires fictifs**, coûtant à l'État **plus de 26 millions d'euros par an**. En 2024, la mise en place de la plateforme FUGAS a révélé l'absence de **plus de 6 000 agents** dans des secteurs clés comme la santé et l'éducation, ainsi que des cas de **double paiement de primes** et de **rémunérations excessives** versées à certains cadres. Ces dysfonctionnements traduisent une **absence de contrôle rigoureux**, une **gestion opaque des ressources humaines**, et une **culture de l'impunité** qui mine la performance de l'administration publique.

En résumé, la masse salariale hypertrophiée de la Guinée est le reflet d'un **État clientéliste**, où les postes sont distribués comme des faveurs politiques, et où la compétence est reléguée au second plan. Cette situation prive le pays de ressources vitales pour son développement, aggrave la crise de liquidité, et **renforce la**

dépendance à l'aide extérieure et à l'endettement à court terme.

4. Une gestion de trésorerie à courte vue : l'État pris au piège de l'urgence

La crise de liquidité en Guinée est aggravée par une **gestion budgétaire et financière à très court terme**, où l'État privilégie des solutions immédiates au détriment de la stabilité macroéconomique. Le recours massif aux **bons du Trésor** des emprunts à court terme illustre cette logique de survie budgétaire, sans vision stratégique ni planification durable.

- Des emprunts à court terme en cascade

En 2022, la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) a émis **1 485 milliards de GNF** de bons du Trésor, répartis sur des maturités de **91 jours, 182 jours et 364 jours**

Ces titres sont souscrits par les banques commerciales et les compagnies d'assurance, qui les escomptent pour obtenir du cash. Ce mécanisme, bien qu'utile pour répondre à des urgences budgétaires (paiement des salaires, dépenses sociales), **crée une pression immédiate sur les liquidités bancaires**, car les banques doivent avancer des fonds sans garantie de remboursement rapide.

- Un marché interbancaire quasi inexistant

En théorie, les banques devraient pouvoir se refinancer entre elles sur le **marché interbancaire**, en prêtant ou empruntant des liquidités à très court terme. Mais en Guinée, ce marché est **informel, non structuré et inefficace**. Les banques en déficit de liquidité ne peuvent compter que sur la Banque Centrale, qui elle-même **impose des frais de retrait de 1 %** sur les avoirs déposés, une mesure jugée contre-productive par les économistes

Cette absence de mécanisme de compensation formel entre banques **paralyse le système financier**. Les banques ne peuvent plus jouer leur rôle de relais de financement, les PME sont privées de crédit, et les citoyens font face à des guichets vides et à des plafonnements de retraits.

- Une politique budgétaire déséquilibrée

La crise est également alimentée par des **dépenses extrabudgétaires** non planifiées, qui échappent au contrôle parlementaire et à la traçabilité institutionnelle. Selon Abdoulaye Sow, secrétaire général de la FESABAG, « l'État a dépensé de trop », en dehors des cadres budgétaires officiels, aggravant la pénurie de liquidités

En parallèle, la masse monétaire a augmenté de **35 % en un an**, mais la liquidité bancaire a chuté de **31 % sur un trimestre**, révélant un **décalage structurel** entre les flux financiers et leur disponibilité réelle

Ce déséquilibre expose le pays à des **chocs de trésorerie récurrents**, où les échéances de remboursement des bons du Trésor coïncident avec des périodes de faible encaisse, créant des tensions systémiques.

En résumé, la Guinée est prise dans un **cycle de financement court-termiste**, où l'État emprunte pour survivre, sans construire les bases d'une stabilité durable. Cette gestion de trésorerie à courte vue **affaiblit les banques, décourage les investisseurs, et compromet la relance économique**. Sans réforme profonde du marché interbancaire, de la politique d'émission de titres et de la discipline budgétaire, **la crise de liquidité risque de devenir chronique et structurelle**.

5. Une aide extérieure en recul : la Guinée isolée par sa propre gouvernance

La gouvernance post-coup d'État du CNRD a profondément altéré les relations entre la Guinée et ses partenaires internationaux. Ce climat de défiance, nourri par l'opacité budgétaire, les dépenses extrabudgétaires et l'absence de garanties démocratiques, a entraîné un **ralentissement voire une suspension de plusieurs financements extérieurs**, aggravant la crise de liquidité.

- **Suspension brutale de l'USAID : 30 millions de dollars envolés**

En juin 2025, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a **annulé 12 projets en Guinée**, représentant un montant total de **30,76 millions de dollars**. Ces projets touchaient des secteurs clés comme la santé, l'éducation, l'agriculture et la gouvernance locale — des piliers du développement durable. Cette décision, motivée par une réorientation stratégique mais aussi par des inquiétudes sur la gouvernance guinéenne, a mis en péril **des centaines d'emplois directs et indirects**, tout en désorganisant des programmes communautaires essentiels.

- **Défiance croissante des bailleurs multilatéraux**

La Banque mondiale, l'Union européenne et d'autres institutions ont également **ralenti leurs décaissements**, en raison du manque de transparence dans la gestion des fonds publics et de l'absence de cadre constitutionnel stable. Les partenaires exigent des garanties sur la traçabilité des fonds, la reddition des comptes et le respect des engagements de transition. Or, le CNRD multiplie

les dépenses hors budget, sans contrôle parlementaire ni audit indépendant, ce qui **mine la crédibilité de l'État guinéen**.

- **Le cri d'alarme de certains spécialistes guinéens**

Les spécialistes ont dénoncé à plusieurs reprises cette situation, qualifiant la gouvernance actuelle de « **désastre économique et moral** ». Ils rappellent que la Guinée est classée **182e sur 191 pays** selon l'indice de développement humain du PNUD, et que cette pauvreté extrême est directement liée à **l'absence d'infrastructures, de planification et de discipline budgétaire**.

Ils soulignent que la transition militaire, loin de **rassurer les bailleurs, les pousse** à se retirer, privant le pays de ressources vitales pour stabiliser son économie.

- **Conséquences sur la trésorerie nationale**

Sans aide extérieure, la Guinée doit compter sur ses ressources internes déjà faibles et sur des emprunts à court terme, aggravant les tensions de trésorerie. Les projets de développement sont ralentis, les programmes sociaux suspendus, et les investissements étrangers se font rares. **La Guinée est en train de s'isoler diplomatiquement et financièrement**, à un moment où elle aurait besoin de solidarité internationale pour sortir de la crise.

En résumé, le recul de l'aide extérieure est une conséquence directe de la gouvernance du CNRD. Tant que le pays ne restaurera pas la confiance, la transparence et la légitimité démocratique, **il restera exclu des circuits de financement internationaux**, condamné à une économie de survie.

6. Une dépendance chronique aux importations : une économie vulnérable et déséquilibrée

La Guinée importe presque tout : des produits alimentaires de base aux biens de consommation, en passant par les matériaux de construction et les équipements industriels. Cette dépendance structurelle aux marchés extérieurs **vide les réserves de change, affaiblit le franc guinéen, et renchérit le coût de la vie** pour les ménages et l'État.

- Des chiffres alarmants sur les importations

En 2023, la Guinée a importé **plus de 800 000 tonnes de riz et 52 000 tonnes de poulet**, malgré ses **13 millions d'hectares de terres arables** et une **pluviométrie favorable de six mois par an**.

Ces chiffres illustrent l'inefficacité du secteur agricole et l'absence de politique de souveraineté alimentaire.

Les importations de produits chinois, notamment les biens de consommation courante, ont représenté **plus de 4 352 milliards GNF** en janvier 2024, soit **62,4 % des achats extérieurs**.

Cette concentration des sources d'approvisionnement expose le pays à des risques géopolitiques et logistiques majeurs.

- Une monnaie sous pression

La forte demande de devises pour financer les importations exerce une pression constante sur le **franc guinéen**, qui se déprécie face au dollar et à l'euro. Bien que les **réserves de change aient atteint 1,62 milliard USD** en 2023, couvrant environ **3 à 5 mois d'importations**, cette stabilité reste fragile et dépend largement des exportations minières

La dépréciation du franc guinéen réduit le pouvoir d'achat des citoyens, augmente le coût des produits importés, et **aggrave le déficit commercial**, créant un cercle vicieux de dépendance et de vulnérabilité.

- Une industrialisation en panne

Malgré les promesses de transformation économique portées par le **projet Simandou 2040**, la Guinée reste **faiblement industrialisée**. Le pays ne dispose pas d'un tissu manufacturier capable de transformer localement ses ressources, ni d'une stratégie cohérente pour développer des filières agroalimentaires, textiles ou pharmaceutiques

Le projet Simandou, bien qu'ambitieux, est confronté à des défis de gouvernance, de transparence et de coordination. Les infrastructures prévues (chemin de fer, port en eau profonde, aciérie) sont encore en phase de développement, et **aucune garantie n'existe sur la création d'une chaîne de valeur locale durable**.

En résumé, la dépendance chronique aux importations est le reflet d'une **économie désarticulée**, incapable de produire ce qu'elle consomme. Cette situation affaiblit la monnaie, appauvrit les citoyens, et expose le pays à des chocs externes. Sans une politique industrielle volontariste, une réforme agraire ambitieuse et une stratégie de substitution aux importations, **la Guinée restera prisonnière d'un modèle économique précaire et non souverain**.

Conclusion : Une crise de confiance avant tout

La crise de liquidité que traverse la Guinée est bien plus qu'un déséquilibre budgétaire ou une insuffisance technique. C'est

avant tout **une crise de confiance généralisée** — dans les institutions, dans la monnaie, dans les banques, dans l'État, et dans l'avenir. Les citoyens ne croient plus aux promesses, les investisseurs fuient l'incertitude, et les partenaires internationaux suspendent leur soutien. Cette défiance est le fruit d'une gouvernance opaque, clientéliste et répressive, où **la peur a remplacé le dialogue, et la propagande a étouffé la vérité.**

Le régime du CNRD, en multipliant les nominations sans mérite, les détournements de deniers publics impunis, les violations des droits humains, et les manipulations économiques, a **désintégré les fondations du contrat social guinéen.** L'État ne protège plus, il opprime. Il ne planifie plus, il improvise. Il ne redistribue plus, il concentre. Dans ce contexte, **aucune réforme technique — fiscale, monétaire ou industrielle — ne pourra restaurer la stabilité sans un changement profond de gouvernance.**

Il est urgent de repenser les bases du développement guinéen. Cela passe par:

- **La Mise en place d'un Programme National de développement inclusif et durable** avec comme objectifs : mettre en place un plan de développement territorialisé, chiffré, mesurable, s'attaquer immédiatement aux secteurs clés : éducation, santé, agriculture, infrastructures de base, emploi **des** jeunes, garantir la transparence, la redevabilité et l'inclusion de toutes les couches sociales et régionales et mobiliser les ressources internes et les partenaires internationaux autour d'un plan crédible et opérationnel.
- **La transparence totale** dans la gestion des ressources publiques et des projets miniers.

- **La justice fiscale**, pour que chacun contribue selon ses moyens et que les multinationales cessent de piller sans redistribuer.
- **L'investissement productif**, orienté vers l'agriculture, l'industrie locale, l'éducation et la santé.
- **La restauration des libertés fondamentales**, pour que les citoyens puissent s'exprimer, s'organiser et participer à la construction de leur avenir.

La Guinée ne manque ni de ressources, ni de talents, ni de potentiel. Ce qui lui manque, c'est **un leadership éthique, visionnaire et inclusif**. Tant que le pouvoir restera entre les mains d'un régime militaire obsédé par sa survie, **le pays restera bloqué dans une spirale de pauvreté, de dépendance et de répression**.

Equipe économique du Bloc Libéral